

Doctrines

Législation Communautaire

Banque

- (054715) Directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, LEGAIS Dominique (R.T.D. COM., 01/01/16, n°1, p.163-166)

Bourse et marchés financiers

- (054854) Titrisation ; labellisation : à propos de la proposition de règlement européen établissant des règles communes en matière de titrisation ainsi qu'un cadre pour les opérations de titrisation simples, transparentes et standardisées (COM (2015) 472 final), MULLER Anne-Catherine (Revue de droit bancaire et financier, 01/03/16, n°2, p.76-77)
- (054776) Obligations réglementaires sur les dérivés : « Certains corporates pourraient renoncer à se couvrir », SERVAT Jean-Marc (Banque, 01/05/16, n°796, p.66-68)

Commercial

- (054902) Secret des affaires : adoption de la directive par le parlement européen, SIMON François-Luc (J.C.P. E., 12/05/16, n°19, p.9-11)

Procédures collectives

- (054872) Crossroads in EU harmonization on restructuring and insolvency : towards a marked-based model or one where “the senior takes it all” ?, THERY Adrian (Revue trimestrielle de droit financier, 01/03/16, n°1, p.21-30)

Législation Internationale

Banque

- (054875) Personal liability for Bank Secrecy Act (BSA) violations confirmed by US courts and regulators, PEREZ Michel A. (Revue trimestrielle de droit financier, 01/03/16, n°1, p.42-45)

Garantie

- (054806) Droit belge : « Perspectives de droit des sûretés : vers une nouvelle maîtrise du risque », GREGOIRE Michèle (Revue de droit bancaire et financier, 01/03/16, n°2, p.82-90)

Public

- (054773) Les Etats-Unis imposent un nouveau prélèvement à la source : Hire Act - Section 871(M), CAPELLE Colette (Banque, 01/05/16, n°796, p.58-60)

Législation Nationale

Assurances

- (054934) Chronique janvier 2015-février 2016 : l'assurance-vie, un droit bien spécial !, DELMAS SAINT-HILAIRE Philippe (Droit et patrimoine, 01/05/16, n°258, p.94-115)

Banque

- (054923) Variations sur l'obligation de mise en garde au terme de dix ans de décisions, PERIN DUREAU Ariane (J.C.P. E., 20/05/16, n°19, p.40-53)
- (054907) Chronique de jurisprudence du droit du surendettement, MOUIAL-BASSILANA Eva, LASSERRE CAPDEVILLE Jérôme (Gazette du Palais, 10/05/16, n°17, p.36-46)

Bourse et marchés financiers

- (054966) La Blockchain et la loi, DE VAUPLANE Hubert (Revue trimestrielle de droit financier, 01/03/16, n°1, p.80-81)

- (054870) Apports et limites de la loi du 30 décembre 2014 relative au sursis à exécution dans les offres publiques, GURLY Louise, THOMAS Philippe (Revue trimestrielle de droit financier, 01/03/16, n°1, p.3-6)

Civil

- (054904) La réforme du droit des contrats ; fiche pratique sur les clauses abusives : quel modus operandi pour les professionnels du droit ? , MEKKI Mustapha (Gazette du Palais, 10/05/16, n°17, p.11-16)
- (054884) Réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations (Dossier sous la direction de Laurent Leveneur), (Contrats - concurrence - consommation, 01/05/16, n°5)
- (054869) Commentaire article par article de l'ordonnance du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations (Partie X : articles 1342 à 1346-5), MIGNOT Marc (Petites Affiches, 05/05/16, n°91-92, p.10-21)

Commercial

- (054805) La cession de créances issues de « contrats commissionnés », L'HOMME Jean , CHAVANET Gautier (Revue de droit bancaire et financier, 01/03/16, n°2, p.27-28)

Garantie

- (054838) Chronique : garanties du crédit, LEGEAIS Dominique, CERLES Alain (Revue de droit bancaire et financier, 01/03/16, n°2, p.46-52)
- (054808) Quelle réforme pour le droit des sûretés ? Proposition pour une sûreté hypothécaire unique en droit français [colloque international CEDAG des 11 et 12 juin 2015](Revue de droit bancaire et financier, 01/03/16, n°2, p.96-122)

Sociétés et autres groupements

- (054877) Communication des sociétés cotées sur leur site internet et sur les médias sociaux, BASDEVANT François (Revue trimestrielle de droit financier, 01/03/16, n°1, p.49-53)
- (054782) La nouvelle cession de contrat au service des sociétés, MORTIER Renaud (Droit des sociétés, 01/04/16, n°4)

Jurisprudence

Législation Nationale

Bourse et marchés financiers

- **(054958) [Information du public] L'affaire Huis Clos : « l'enfer c'est [informer dès que possible] les autres »**
La cour d'appel de Paris a confirmé la décision Huis Clos de la commission des sanctions de l'AMF du 2 avril 2015, relative à l'obligation de publication « dès que possible » d'une information privilégiée. (Cour d'appel - Paris - 24/03/16 : Bulletin Joly Bourse et produits financiers 2016, n°6, p.258 - note de LORRAIN Remi, BROCHIER Matthieu)
- **(054957) [Manquements boursiers] Affaire Riber : rendez-vous devant la Cour de cassation ?**
Florilège de divers manquements boursiers (transmission et exploitation indue d'informations privilégiées, absence de déclaration à l'AMF d'opérations réalisées par les dirigeants de la société cotée, défaillance en matière de franchissement de seuil et de dépôt d'OPA obligatoire résultant d'une action de concert occulte) justifiant la condamnation (sévère) des personnes physiques et morales concernées par la commission des sanctions, que la cour d'appel de Paris approuve en tous points. (Cour d'appel - Paris - 31/03/16 : Bulletin Joly Bourse et produits financiers 2016, n°5, p.247 - note de MARTIN LAPRADE Franck)

Civil

- **(055002) Le contractant apparent**
Cet arrêt présente un double intérêt. D'une part, le domaine dans lequel il statue est, au regard de la jurisprudence antérieure, relativement original. D'autre part, il confirme une inflexion de la jurisprudence relative à la qualification de contractant apparent. (Cass.Civ. - 18/02/16 - 15-10007 : Dalloz 2016, n°19, p.1120 - note de MAZEAUD Denis)

Garantie

- **(055057) L'attribution judiciaire d'un bien hypothéqué en liquidation judiciaire refusée**

Si l'attribution judiciaire d'un bien gagé en liquidation judiciaire est expressément autorisée par l'article L. 642-25 du code de commerce, restait toutefois entière la question de l'application de cette disposition en faveur du créancier titulaire d'une hypothèque sur un bien du débiteur compris dans l'actif de la procédure collective. La jurisprudence semble aujourd'hui avoir tranché dans un sens défavorable au créancier hypothécaire, ce dernier ne pouvant contourner l'ordre des paiements par une faculté d'attribution judiciaire du bien hypothéqué. (Tribunal de commerce - Saint-Pierre - 01/03/16 : Dalloz 2016, n°20, p.1185 - note de BOUSTANI Diane)

- **(055030) Warrant simplifié – Qualité de l'emprunteur – Nature de la créance**

Le warrant simplifié qui diffère du warrant agricole est réservé aux producteurs de vins ou vigneron. (Cass.Com - 26/01/16 - 14-23388 ; Cass.Com - 26/01/16 - 14-23390 : Revue des procédures collectives civiles et commerciales 2016, n°2 - note de LEBEL Christine)

Procédures collectives

- **(055031) Administrateur provisoire – Mandataire ad hoc – Obligation de compte bancaire séparé**

L'administrateur provisoire mandaté judiciairement n'est pas un mandataire du syndicat des copropriétaires ; il n'est donc pas tenu de s'assurer de l'existence d'un compte séparé au nom du syndicat des copropriétaires. (Cass.Civ. - 14/01/16 - 14-23898 : Revue des procédures collectives civiles et commerciales 2016, n°2 - note de LEBEL Christine)

Sociétés et autres groupements

- **(055076) L'option pour le régime des scissions ne se présume pas en matière d'apport partiel d'actif**

Faute pour un créancier de parvenir à rapporter la preuve que la transmission d'une branche d'activité d'une société à une autre avait été placée sous le régime des scissions, la prescription d'une action en justice diligentée contre la société bénéficiaire de l'apport lui est opposable, la transmission universelle du patrimoine d'une société à l'autre ne s'opérant pas de plein droit. (Cass.Com - 19/01/16 - 14-19760 : Gazette du Palais 2016, n°19, p.85 - note de MOULIN Jean-Marc)

- **(054984) Ne pas confondre absence de remise de bilan et défaut de dépôt des comptes sociaux avec défaut de tenue d'une comptabilité**

La cour d'appel de Douai a rendu un arrêt très intéressant sur la caractérisation de la faute fondée sur l'absence de tenue de comptabilité et des conséquences en cas de non-respect des obligations légales en cette matière. (Cour d'appel - Douai

Textes

Législation Communautaire

Banque

- (055083) Taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement : 0,00 % au 1er juin 2016 - Taux de change de l'euro (J.O.U.E. série C n°195 du 02/06/16, p.4)
- (055080) Décision (UE) 2016/868 de la Banque centrale européenne du 18 mai 2016 modifiant la décision BCE/2014/6 concernant l'organisation des mesures préparatoires pour la collecte de données granulaires sur le crédit par le Système européen de banques centrales (BCE/2016/14) (J.O.U.E. série L n°144 du 01/06/16, p.99)
- (055079) Règlement (UE) 2016/867 de la Banque centrale européenne du 18 mai 2016 relatif à la collecte de données granulaires sur le crédit et le risque de crédit (BCE/2016/13) (J.O.U.E. série L n°144 du 01/06/16, p.44)
- (055078) Règlement délégué (UE) 2016/861 de la Commission du 18 février 2016 rectifiant le règlement délégué (UE) n° 528/2014 de la Commission complétant le règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les normes techniques de réglementation pour le risque non-delta lié aux options dans la méthode standard pour le risque de marché, et le règlement délégué (UE) n° 604/2014 de la Commission complétant la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation en ce qui concerne les critères qualitatifs et quantitatifs appropriés permettant de recenser les catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque d'un établissement (J.O.U.E. série L n°144 du 01/06/16, p.21)
- (055077) Règlement délégué (UE) 2016/860 de la Commission du 4 février 2016 précisant les circonstances dans lesquelles l'exclusion de l'application des pouvoirs de dépréciation ou de conversion est nécessaire en vertu de l'article 44, paragraphe 3, de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (J.O.U.E. série L n°144 du 01/06/16, p.11)

(055077) Règlement délégué (UE) 2016/860 de la Commission du 4 février 2016 précisant les circonstances dans lesquelles l'exclusion de l'application des pouvoirs de dépréciation ou de conversion est nécessaire en vertu de l'article 44, paragraphe 3, de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (J.O.U.E. série L n°144 du 01/06/16, p.11)

- (055023) Décision (PESC) 2016/850 du Conseil du 27 mai 2016 modifiant la décision 2013/255/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la Syrie (J.O.U.E. série L n°141 du 28/05/16, p.30)
- (055022) Décision (PESC) 2016/849 du Conseil du 27 mai 2016 concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée et abrogeant la décision 2013/183/PESC (J.O.U.E. série L n°141 du 28/05/16, p.79)
- (055021) Règlement (UE) 2016/841 du Conseil du 27 mai 2016 modifiant le règlement (CE) n° 329/2007 concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée (J.O.U.E. série L n°141 du 28/05/16, p.36)
- (055020) Règlement d'exécution (UE) 2016/840 du Conseil du 27 mai 2016 mettant en oeuvre le règlement (UE) n° 36/2012 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Syrie (J.O.U.E. série L n°141 du 28/05/16, p.30)

Bourse et marchés financiers

- (055082) Avis de la Banque centrale européenne du 17 mars 2016 sur une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation (J.O.U.E. série C n°195 du 02/06/16, p.1)

Public

- (055004) Décision (UE) 2016/828 du Conseil du 21 avril 2016 relative à la conclusion, au nom de l'Union, du protocole de modification de l'accord entre la Communauté européenne et la République de Saint-Marin prévoyant des mesures équivalentes à celles prévues dans la directive 2003/48/CE du Conseil en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts (J.O.U.E. série L n°140 du 27/05/16, p.1)

Législation Nationale

Banque

- (055005) Décret n° 2016-689 du 27 mai 2016 relatif aux conditions d'éligibilité au fonds de garantie pour la rénovation énergétique (J.O. n°124 du 29/05/16)

Bourse et marchés financiers

- (055036) Arrêté du 30 mai 2016 portant réforme des titres de créances négociables (J.O. n°125 du 31/05/16)
- (055035) Décret n° 2016-707 du 30 mai 2016 portant réforme des titres de créances négociables (J.O. n°125 du 31/05/16)

Commercial

- (055014) Arrêté du 9 mai 2016 fixant les tarifs de la liste d'opposition au démarchage téléphonique (rectificatif) (J.O. n°123 du 28/05/16)

Immobilier et urbanisme

- (055003) Arrêté du 17 mai 2016 définissant le modèle d'attestation d'achèvement d'un immeuble vendu en l'état futur d'achèvement prévu à l'article R.* 261-24 du code de la construction et de l'habitation (J.O. n°122 du 27/05/16)

Procédure

- (055007) Arrêté du 28 mai 2016 fixant les tarifs réglementés applicables aux administrateurs judiciaires, commissaires à l'exécution du plan, mandataires judiciaires et aux liquidateurs (J.O. n°124 du 29/05/16)
- (055006) Arrêté du 28 mai 2016 fixant les tarifs réglementés des commissaires-priseurs judiciaires (J.O. n°124 du 29/05/16)